

# Crise diplomatique ouverte entre Israël et la Pologne

Après des accusations d'antisémitisme, Varsovie annule sa participation à un sommet à Jérusalem

VARSOVIE, JÉRUSALEM - correspondants

**L**a Shoah ne sera jamais, ni en Pologne ni en Israël, un simple chapitre historique. Pour avoir négligé cette évidence au nom de calculs politiques immédiats, Benjamin Nétanyahou vient d'essuyer un échec retentissant. En annulant sa participation à la réunion du groupe de Visegrad, prévue à Jérusalem le 19 février, la Pologne a gâché un événement diplomatique majeur pour le premier ministre israélien. Ses homologues de la République tchèque, de la Slovaquie et de la Hongrie ont certes maintenu leur déplacement. Ils devaient rencontrer M. Nétanyahou dans un cadre bilatéral. Mais l'absence polonaise et la polémique qui la motive ont obscurci cette séquence, qui devait illustrer la proximité entre l'Etat hébreu et les pays de l'Europe orientale.

Dimanche, Benjamin Nétanyahou désignait enfin un ministre des affaires étrangères, poste qu'il cumulait depuis les élections de 2015. Le bénéficiaire, Israel Katz, s'est distingué sur le champ. Il a, en toute connaissance de cause, repris une image célèbre de l'ancien premier ministre israélien Yitzhak Shamir (1983-1984 puis 1986-1992). En 1989, ce dernier avait déclaré, au sujet de l'antisémitisme, que les Polonais « le tétent avec le lait de leur mère », ajoutant que c'était « quelque chose de profondément ancré dans leur tradition, dans leur mentalité ».

Yitzhak Shamir avait une relation intime, familiale à cette question des responsabilités dans les crimes commis contre les juifs. Dans le village polonais où il vivait, son père, qui avait réussi à échapper à un convoi de la mort, avait été tué par ses amis d'enfance, chez qui il avait espéré trouver refuge. La mère et deux sœurs du futur premier ministre avaient aussi péri entre les mains des nazis, avait-il révélé en 1989.

## « Sortie raciste »

Trente ans plus tard, Israel Katz, lui-même fils de survivants de la Shoah, s'est inscrit dans sa lignée

et a pris ses distances avec Benjamin Nétanyahou, en précisant : « Personne ne nous dira comment exprimer notre point de vue et honorer nos morts. » M. Katz appartient à une génération qui ne peut concevoir l'idée même de réconciliation ou de pardon, tant les traumatismes familiaux définissent son identité. « Nous ne pardonnerons pas et nous n'oublierons pas », a-t-il dit sur le plateau de la chaîne i24 news.

En réponse, lundi matin, le premier ministre polonais, Mateusz Morawiecki, a décidé que son pays ne participerait pas à la réunion du groupe de Visegrad (V4), après la « sortie raciste » de M. Katz. « Nos partenaires du groupe de Visegrad comprennent pleinement notre décision. Il y a une campagne électorale en Israël qui est propice à faire augmenter la température des conflits politiques », a-t-il expliqué. Le 14 février,

en marge d'un sommet sur la paix au Moyen-Orient organisé à Varsovie à l'initiative des Etats-Unis, Benjamin Nétanyahou avait déjà relancé la polémique mémorielle entre les deux gouvernements par une simple phrase. « Je dis que des Polonais ont collaboré avec les nazis et je ne connais personne qui a été poursuivi pour une telle déclaration », avait-il soutenu.

M. Nétanyahou faisait référence à une loi controversée votée par la majorité ultraconservatrice à Varsovie en janvier 2018, et qui condamnait la mise en cause pour « crimes contre l'humanité » de toute la nation polonaise ou de l'Etat. Elle avait été amendée cinq mois plus tard. Après la convocation de l'ambassadrice israélienne et la dénonciation par Varsovie d'une mauvaise interprétation des mots de M. Nétanyahou par les médias israéliens, l'incident diplomatique semblait maîtrisé. Le premier ministre polonais annonçait tout de même qu'il renonçait au voyage en Israël, au profit de son ministre des affaires étrangères.

La formule provocatrice reprise par Israel Katz a transformé l'incident en crise. La citation de Shamir n'a pourtant aucun sens his-

torique, dans la mesure où elle essentialise la nation polonaise. Si les crimes antisémites commis par des Polonais contre des juifs – assassinats, expropriations, dénonciations aux Allemands, etc. – sont documentés depuis longtemps, mettre en cause la culpabi-

## « Nous ne pardonnerons pas et nous n'oublierons pas »

ISRAEL KATZ

ministre israélien  
des affaires étrangères

lité de tout un peuple relève de la déformation. Il n'y eut pas d'Etat, comme Vichy en France, pour organiser la collaboration avec l'Allemagne nazie. La Pologne a payé un prix terrible pour l'occupation. Au total, près de deux millions de Polonais et trois millions de juifs polonais ont été tués pendant la seconde guerre mondiale.

L'excès d'Israel Katz fait miroir à celui des autorités polonaises. Le parti Droit et Justice (PiS) au pouvoir tient à repeindre l'histoire nationale en deux couleurs uniques : celle des héros ou celle des victimes, en donnant le sentiment de minorer l'ampleur des crimes antisémites. Figure expérimentée du Likoud, cité comme l'un des prétendants possibles à la succession de M. Nétanyahou, Israel Katz ne peut être soupçonné de faux pas. Ses mots, qui ont provoqué le déraillement du sommet de Visegrad, servent aussi ses intérêts politiques. « En vingt-quatre heures, tout le monde était au courant de l'identité du nouveau ministre des affaires étrangères, pourtant nommé pour deux mois seulement », souligne un diplomate.

La position exprimée par Israel Katz, partagée par de très nombreux Israéliens, lui permet de mettre en difficulté M. Nétanyahou sur son terrain le plus favorable, la politique étrangère. Elle révèle en creux le manque de discipline dans le gouvernement et à l'intérieur même du Likoud. Tel est le paradoxe de la campagne électorale : les sondages donnent

le Likoud dix points devant le nouveau parti de Benny Gantz, Résilience d'Israël, faisant de M. Nétanyahou le grand favori à sa propre succession. Pourtant, tous les acteurs se placent déjà dans la perspective de sa chute, en raison de la procédure d'inculpation qui devrait être prochainement initiée contre lui.

Un autre événement est susceptible de créer des tensions entre Varsovie et Tel-Aviv. Le ministre de la culture polonais, Piotr Gliński, a annoncé un concours pour la direction du Musée de l'histoire des juifs polonais Polin. Ce geste est interprété comme une tentative de la droite pour se débarrasser de son actuel directeur, Dariusz Stola. Celui-ci est pourtant un historien reconnu dont le bilan à la tête de l'institution est unanimement salué. Mais M. Stola est aussi perçu par la majorité du PiS comme proche de l'opposition libérale. Il reste soutenu par l'Institut historique juif, une des trois entités – avec la mairie de Varsovie et le ministère de la culture – qui cogèrent le musée. ■

JAKUB IWANIUK  
ET PIOTR SMOLAR

## LE PROFIL

### Israel Katz

Natif d'Ashkelon, dans le sud d'Israël, Israel Katz, 63 ans, est issu d'une famille originaire de Lettonie et de Roumanie. Passé dans les rangs des parachutistes, il milite à droite dès ses années d'études. Elu pour la première fois député en 1998, dans les rangs du Likoud, il fait partie des faucons du parti, partisan notamment d'une extension de la colonisation et opposant déclaré de la création d'un Etat palestinien. Après avoir occupé plusieurs postes ministériels depuis 2003, dans le cabinet d'Ariel Sharon, il cumulait dans le dernier gouvernement Nétanyahou les fonctions de ministre du renseignement et de ministre des transports. Le 5 février, il est arrivé en troisième position des primaires internes au Likoud en vue des élections du 9 avril, signe de sa popularité croissante au sein du parti.